



Mercredi 24 novembre 1954,
à 15 h. 30

New-York

SOMMAIRE

	Page
Point 26 de l'ordre du jour :	
Programmes d'assistance technique	239

Président: M. Pote SARASIN (Thaïlande).

POINT 26 DE L'ORDRE DU JOUR

**Programmes d'assistance technique (A/2661,
A/C.2/L.235/Rev.1, A/C.5/L.302)**

1. Le **PRESIDENT** invite les membres de la Commission à présenter des observations sur le premier rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à l'Assemblée générale (neuvième session), concernant le Programme élargi d'assistance technique (A/2661). Il signale que la Deuxième Commission a adopté à sa 321^{ème} séance un projet de résolution (A/C.2/L.235/Rev.1) au sujet des programmes d'assistance technique.

2. Le **SECRETAIRE GENERAL** rappelle à la Commission les vues exprimées récemment au Comité administratif de coordination (CAC) sur le rapport du Comité consultatif (A/2661). Le CAC a tenu compte de la résolution 542 (XVIII) que le Conseil économique et social a adoptée à l'unanimité à sa dernière session au sujet de l'organisation du Programme d'assistance technique et des règles d'allocations des fonds, cette résolution portant sur de nombreux points étudiés dans le rapport du Comité consultatif. Le Programme élargi, qui est entré dans sa cinquième année, est important, non seulement parce qu'il montre ce qu'une coopération internationale efficace peut permettre de réaliser dans le domaine économique, mais parce qu'il constitue également une expérience encourageante de coopération entre institutions lors de l'exécution des programmes. C'est ce dernier aspect qui intéresse la Cinquième Commission et qui a surtout retenu l'attention du Comité consultatif.

3. Le rapport de ce comité (A/2661) a été étudié par le CAC et a fait l'objet de consultations entre le CAC et le Comité consultatif lui-même au cours d'une réunion commune tenue le 14 octobre 1954. Le CAC a considéré que ce rapport pouvait contribuer beaucoup à améliorer l'administration du programme. Le CAC a certes présenté quelques réserves concernant certaines suggestions du Comité consultatif, mais la réunion commune a permis de multiplier les points d'entente. Le Secrétaire général rappelle les principales questions qui ont été étudiées au cours de cet échange de vues: attributions des représentants résidents, dépenses d'administration et dépenses d'exécution indirectes, administration centrale des dépenses locales, fréquences des sessions du Bureau de l'assistance technique (BAT), méthodes employées pour évaluer l'efficacité de l'œuvre d'assistance technique.

4. Le Comité consultatif a proposé notamment, dans la deuxième partie de son rapport, que le CAC ait une responsabilité plus directe dans la conduite du Programme élargi. Le Secrétaire général déclare à ce sujet que le CAC a rappelé dans son seizième rapport¹ qu'il étudie certains aspects des relations qui existent actuellement entre le Secrétaire général, le Président-Directeur du BAT, les organisations membres du BAT et le Comité de l'assistance technique (CAT), en vue de soumettre le cas échéant de nouvelles recommandations au Conseil économique et social. Ce faisant, le CAC tiendra le plus grand compte des observations du Comité consultatif, et les résultats de son étude figureront dans le prochain rapport du CAC au Conseil économique et social. L'Assemblée générale désirera peut-être attendre, pour procéder à l'examen définitif de cette question délicate, d'avoir pris connaissance des résultats de l'étude du CAC et des observations du Conseil économique et social.

5. Le Secrétaire général exprime, comme le CAC, l'espoir que les gouvernements feront tout leur possible pour remédier à l'incertitude financière qui pèse trop souvent sur les administrateurs du Programme élargi en versant très vite leurs contributions et que, d'autre part, les dispositions administratives et les règles qui régissent l'organisation des programmes pourront conserver une certaine stabilité.

6. **M. AGHNIDES** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) remercie le Secrétaire général, le Président-Directeur du BAT et les représentants des organisations participantes pour l'aide inestimable qu'ils ont fournie au Comité consultatif lorsqu'il a examiné, conformément à la résolution 722 (VIII) de l'Assemblée générale, les méthodes administratives du BAT et celles des organisations participantes, ainsi que les dépenses d'administration dans la mesure où celles-ci sont imputées sur le compte spécial.

7. **M. Aghnidès** rappelle les termes d'une déclaration qu'il a faites à la 315^{ème} séance de la Deuxième Commission au sujet des paragraphes 44 à 47 du rapport.

8. Il donne des précisions sur les paragraphes 13 à 16 du rapport du Comité consultatif, qui concernent les représentants résidents. Dans un cas — la seule exception mentionnée au paragraphe 14 — la nomination de représentants résidents a permis de réaliser une économie d'environ 125.000 dollars. Le directeur de l'organisation intéressée a souligné que les représentants résidents facilitent la liaison avec les gouvernements et peuvent contribuer à diriger et, dans une certaine mesure, à contrôler les programmes nationaux. Toutefois, les autres organisations participantes ont exprimé l'avis que, si les représentants résidents soulagent les

¹ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, dix-huitième session, Annexes, points 8, b, et 26, a, de l'ordre du jour, E/2607.

experts d'une partie de leur tâche administrative, leur rôle varie d'un pays à l'autre et n'est important qu'au premier stade de la mise en œuvre d'un programme. Le Comité consultatif estime cependant, comme le BAT, que les représentants résidents sont en mesure de faire œuvre utile et que, grâce à eux, on pourrait réaliser des économies appréciables. Ces économies dépendent avant tout de l'utilisation que les organisations participantes font de leurs services.

9. Le Président du Comité consultatif rappelle que la question de la définition des dépenses d'administration figure à l'ordre du jour du BAT et sera bientôt examinée par cet organe. Il lui semble donc préférable d'attendre que le BAT ait adopté une définition, compte tenu sans doute des observations présentées au paragraphe 21 du rapport du Comité consultatif. Pour ce qui est du rapport des dépenses d'administration aux dépenses totales, M. Aghnidès rappelle que les organisations ont besoin, suivant le cas, d'une aide administrative plus ou moins importante et qu'il est difficile d'imposer un plafond uniforme aux dépenses d'administration. Il souligne toutefois que le Comité consultatif ne recommande une première réduction des dépenses d'administration que pour la fin de 1955, afin d'éviter toute mesure trop brutale qui compromettrait l'exécution du programme. D'autre part, cette réduction ne doit pas être uniforme pour toutes les organisations participantes. En effet, le Comité consultatif recommande de ramener entre la période actuelle et la fin de 1955 les dépenses d'administration à un niveau de 12 à 14 pour 100 dans le cas des organisations participantes. Enfin, le Comité consultatif est persuadé que le Président-Directeur du BAT, dont le Comité a reconnu les efforts au paragraphe 51 de son rapport, fera tout son possible pour réduire les dépenses d'administration du secrétariat du BAT; une réduction de 5 pour 100, dans ce cas, satisferait le Comité.

10. M. Aghnidès rappelle les vues exprimées par le Comité consultatif, au paragraphe 23 de son rapport, en ce qui concerne les dangers d'une centralisation immédiate des services administratifs. Le Comité consultatif tient surtout à souligner que, partout où les activités du Programme élargi peuvent être intégrées à l'activité technique normale d'une organisation, il faut effectuer cette intégration dans toute la mesure du possible. C'est là l'objectif fondamental que le Conseil économique et social a énoncé dans sa résolution 222 A (IX).

11. Le Comité consultatif note, au paragraphe 51 de son rapport, que le lien officiel entre le Président-Directeur et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est à la fois ambigu et équivoque. Les conséquences administratives de cette situation sont énoncées au paragraphe 51 du rapport, mais il n'appartient pas à la Cinquième Commission ni même à l'Assemblée générale seule d'y porter remède. C'est une question qui concerne également le Conseil économique et social et toutes les organisations participantes.

12. M. Aghnidès note avec satisfaction que le paragraphe C du projet de résolution adopté par la Deuxième Commission (A/C.2/L.235/Rev.1) renvoie au Conseil économique et social les observations et recommandations énoncées dans le rapport du Comité consultatif. Il note enfin que, pour la première fois, le budget du BAT a été examiné par le Comité

consultatif, qui espère pouvoir remplir ce même rôle au cours des années à venir.

13. M. CAFIERO (Argentine) rappelle que l'assistance technique constitue l'un des moyens les plus efficaces de relever le niveau de vie des pays sous-développés, l'une des tâches sur lesquelles l'Organisation concentre ses efforts. Il rappelle également que, tant devant la Cinquième Commission que devant le Conseil économique et social, la délégation de l'Argentine a toujours maintenu, comme le Comité consultatif au paragraphe 45 de son rapport, que le Programme d'assistance technique est au premier chef une activité de l'Organisation des Nations Unies. Cette activité doit s'étendre de plus en plus si l'Organisation veut réaliser l'un des objectifs fixés par la Charte, le développement économique des pays sous-développés.

14. Le Comité consultatif mentionne aux paragraphes 42 et 43 de son rapport (A/2661) deux catégories principales de difficultés administratives dans la mise en œuvre du Programme d'assistance technique. La première comprend les difficultés nées de la décision prise à l'origine par les auteurs de la Charte des Nations Unies. Le représentant de l'Argentine note à ce sujet que l'Article 58 de la Charte, comme les accords conclus entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, montrent clairement que l'Organisation a le devoir de contrôler entièrement l'assistance technique. D'ailleurs les institutions spécialisées communiquent chaque année leurs projets de budget à l'Organisation des Nations Unies, et le Comité consultatif doit examiner ces budgets et faire des recommandations, conformément à l'article 158 du règlement intérieur de l'Assemblée générale. Ce premier groupe de difficultés serait donc résolu si le Comité consultatif se penchait davantage sur ce problème.

15. En ce qui concerne la deuxième catégorie de difficultés, qui est mentionnée au paragraphe 43 du rapport du Comité consultatif, M. Cafiero rappelle les dispositions de la résolution 542 (XVIII) que le Conseil économique et social a adoptée à l'unanimité à sa dix-huitième session. En vertu de cette résolution, le CAT examine puis approuve le programme d'ensemble et autorise les allocations de fonds aux organisations participantes. De même que le Conseil économique et social et la Deuxième Commission ont adopté des mesures spécifiques pour réaliser une plus grande coordination entre les programmes, de même il incombe à la Cinquième Commission de résoudre les difficultés d'ordre administratif et budgétaire qui se posent. M. Cafiero rappelle les termes du paragraphe 4 du rapport du Comité consultatif et note à ce sujet que le Comité n'a jamais eu de contact direct avec le siège de chaque organisation participante.

16. Le représentant de l'Argentine passe en revue toutes les questions que le Comité consultatif a soulevées et pour lesquelles il faut trouver une solution. Il note que le Comité estime exagérément élevées les dépenses d'administration (par. 8). Il constate également que, de l'avis du Comité, la distinction actuelle entre dépenses d'administration centrale et dépenses d'exécution indirectes est en grande partie artificielle (par. 21). M. Cafiero s'étonne de voir que les dépenses d'administration et les dépenses d'exécution indirectes des institutions spécialisées ont augmenté entre 1952 et 1953 alors que les dépenses d'exécution des projets

ont diminué. Il pense donc, comme le Comité consultatif, qu'il faut ramener le niveau des dépenses d'administration à un niveau compris entre 12 et 14 pour 100.

17. M. Cafiero estime également que les organisations participantes doivent utiliser au maximum les services du représentant résident, dans leurs négociations avec les gouvernements bénéficiaires, ainsi que pour la coordination des travaux des experts en mission. De même, les gouvernements doivent, conformément à la résolution 542 B (XVIII) du Conseil économique et social, établir leurs programmes en consultation avec le représentant résident ou les représentants du BAT.

18. Enfin, le représentant de l'Argentine mentionne les problèmes que pose l'intégration des activités du Programme élargi à celles du programme ordinaire, problèmes qui sont mentionnés au paragraphe 19 du rapport du Comité consultatif. Ce rapport ne constitue qu'un début, en ce qu'il signale les problèmes les plus importants. Il importe de poursuivre l'étude entreprise jusqu'à ce qu'une solution leur soit trouvée. Pour cela, le Comité consultatif doit procéder à une étude sur place. La délégation de l'Argentine propose donc formellement que le Comité consultatif poursuive son examen des questions soulevées dans le document A/2661 et effectue cet examen au siège de chaque institution spécialisée participant à l'exécution du Programme élargi d'assistance technique. Le Comité consultatif pourrait profiter à cette fin des déplacements qu'il fera lorsqu'il étudiera la situation des bureaux de l'Organisation des Nations Unies situés hors du Siège.

19. Le SECRETAIRE GENERAL fait observer qu'il peut être dangereux de citer des moyennes et d'attacher trop d'importance à des nomenclatures. Les dépenses d'exécution indirectes représentent dans une large mesure des services qui aident directement les pays intéressés et correspondent à un apport réel des programmes. Sans doute convient-il de ne plus classer les dépenses qu'en deux catégories; encore faut-il définir auparavant d'une manière très exacte quelles sont les dépenses d'administration.

20. Au sujet de la proposition du représentant de l'Argentine, la Commission ne manquera pas de l'étudier en fonction du cadre constitutionnel existant qui comprend, non seulement les règles écrites, mais aussi certains principes qui se sont dégagés de l'expérience acquise; si l'on respecte ce cadre, on aura la garantie d'obtenir les meilleurs résultats possibles. Il n'est pas nécessaire, semble-t-il, d'entrer dans le détail des problèmes constitutionnels; dans la pratique, le CAC et les institutions spécialisées tiendront compte des observations du Comité consultatif dans les études qu'ils doivent faire, notamment celles qui ont trait aux différents types de dépenses; le travail dont le représentant de l'Argentine voudrait charger le Comité consultatif se fera donc de toute façon aux sièges des institutions spécialisées et au CAC. Le Conseil économique et social aura connaissance des résultats de ce travail, et le Comité consultatif aura l'occasion de les examiner. De l'avis du Secrétaire général, cette procédure est celle qui peut donner les meilleurs résultats.

21. Lord FAIRFAX (Royaume-Uni) remercie le Comité consultatif de son rapport sur le Programme élargi d'assistance technique et souligne l'importance de certaines observations d'ordre général qui figurent dans ce rapport (A/2661, par. 8). Le représentant du

Royaume-Uni rappelle brièvement la position que la délégation britannique a prise à la 316ème séance de la Deuxième Commission sur la question des dépenses d'administration. En ce qui concerne le rôle et la situation du CAC et du BAT du point de vue administratif et constitutionnel, il conviendrait que le Secrétaire général et les chefs des institutions spécialisées étudient cette question d'une manière approfondie avant qu'une décision ne soit prise; lord Fairfax se félicite de ce que le CAC entreprendra bientôt une étude des relations entre organisations et attire l'attention des membres de ce comité sur l'ensemble du rapport du Comité consultatif, et non pas seulement sur la deuxième partie (Considérations générales).

22. Pour sa part, la Commission ne peut qu'attendre les résultats de l'étude du CAC et des débats du Conseil économique et social; néanmoins, il serait bon qu'elle marque l'intérêt qu'elle porte à la question, qu'elle exprime le désir de l'examiner lors de la dixième session et qu'elle souligne l'utilité qu'il y aurait à obtenir les observations du Comité consultatif sur les progrès accomplis; ces considérations ont amené la délégation britannique à présenter un projet de résolution qui vise ces trois objectifs (A/C.5/L.302).

23. M. CARRIZOSA (Colombie) souligne que l'assistance technique est l'une des tâches qui, à juste titre, attire le plus la sympathie et l'esprit de collaboration, car ce sont ses résultats qui montrent le mieux tout ce qu'on peut attendre de la collaboration sur le plan international entre les Etats Membres eux-mêmes, entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, comme entre les organisations internationales et les pays bénéficiaires.

24. Etant donné l'intérêt que suscite cette œuvre des Nations Unies, le représentant de la Colombie constate avec satisfaction que le rapport du Comité consultatif contribuera à rendre plus efficaces l'organisation de l'assistance technique ainsi que les activités dans ce domaine et servira d'élément d'appréciation à l'Assemblée générale lorsqu'elle devra prendre des décisions à ce sujet.

25. Le rapport du Comité consultatif contient certaines observations particulièrement importantes, et l'Assemblée générale devrait tenir compte de certaines suggestions visant à réduire les dépenses d'administration, notamment la suppression des cas de double emploi par une meilleure utilisation des services des représentants résidents (par. 15 et 16), les observations touchant les dépenses indirectes d'exécution (par. 20) et les observations concernant le rôle d'un organe représentatif et la définition des rapports entre le Secrétaire général et le Président-Directeur du BAT (par. 51).

26. Pour ce qui est de l'intégration des activités, la délégation de la Colombie accepte que l'on s'efforce de mettre en œuvre par tous les moyens possibles les directives données par la résolution 222 A (IX) du Conseil économique et social (par. 19). Mais, étant donné que cette question n'intéresse pas au même degré toutes les organisations participantes, il faut, à son avis, veiller à ce que les décisions prises à cet égard ne mettent pas en danger la participation de ces organisations au Programme élargi. Cela signifie évidemment, non pas que toutes les dépenses doivent être à la charge du programme, mais qu'il faut tenir le plus

grand compte de l'opinion des organisations participantes sur la question.

27. En ce qui concerne la coordination entre l'Administration de l'assistance technique (AAT) et le Département des affaires économiques et des affaires sociales, il convient d'être prudent et d'éviter de limiter l'indépendance de l'AAT, qui a acquis une grande expérience dans son domaine propre. De l'avis de la délégation colombienne, s'il faut une plus grande coordination sur le plan du fonctionnement des services, il n'y a pas lieu d'opérer une fusion complète de l'AAT et du Département unifié.

28. Avec ces réserves, le représentant de la Colombie appuie les conclusions et recommandations qui figurent à la deuxième partie du rapport du Comité consultatif.

29. M. KOSTIC (Yougoslavie) fait observer que la proposition de l'Argentine soulève des problèmes d'ordre constitutionnel; dans ces conditions, pour que les membres de la Commission aient le loisir d'étudier le texte écrit de cette proposition, il serait peut-être opportun d'ajourner le débat.

30. M. HALL (Etats-Unis d'Amérique) demande au représentant de l'Argentine, eu égard à la demande du représentant de la Yougoslavie, de retirer sa proposition, quitte à la présenter de nouveau ultérieurement; en effet, la Commission pourra se saisir de la proposition de l'Argentine lorsqu'elle examinera le rapport du Comité consultatif sur les dépenses d'administration des institutions spécialisées; dans l'intervalle, le Président du Comité consultatif pourra aussi consulter ses collègues à ce sujet.

31. M. CAFIERO (Argentine) consent à retirer la proposition qu'il a présentée pour en saisir la Commission à une date ultérieure, à la condition que, si elle était adoptée, la proposition de l'Argentine s'appliquerait également au rapport du Comité consultatif sur le Programme élargi d'assistance technique.

32. M. GORSE (France) déclare qu'il serait prématuré de discuter la question au fond, et ceci pour trois raisons: a) le Secrétaire général a déclaré que le CAC procédera à l'étude des relations entre organisations dans le cadre du Programme élargi et a demandé que le Conseil économique et social soit ensuite saisi de la question; b) la Deuxième Commission a adopté à l'unanimité un projet de résolution dans lequel elle renvoie au Conseil économique et social les observations énoncées dans le rapport du Comité consultatif; il serait fâcheux que deux grandes Commissions prennent une position différente sur la même question; c) le CAT et le Conseil examinent en première instance les questions relatives au Programme élargi; il n'y a pas lieu de s'écarter de la procédure habituelle, et l'Assemblée générale devrait tenir compte des observations et recommandations du CAT et des discussions qui auront lieu au Conseil. De l'avis de la délégation française, il faut donc renvoyer au Conseil les recommandations du Comité consultatif; plus tard l'Assemblée générale prendra des décisions en se fondant sur les recommandations du CAC, du CAT et du Conseil.

33. Le représentant de la France félicite le représentant de l'Argentine de son excellent exposé, qui témoigne de la compétence de son auteur et que le CAT pourra largement utiliser; en tout état de cause, la délégation française ne pourra pas prendre position sur la proposition de l'Argentine avant d'avoir obtenu des instructions détaillées et formelles; elle préférerait que

cette proposition figurât au compte rendu et fût renvoyée avec le rapport du Comité consultatif au CAC et au Conseil.

34. Au représentant du Royaume-Uni, le représentant de la France demande s'il accepterait d'intercaler entre les deux paragraphes de son projet de résolution un autre paragraphe qui reprendrait exactement les termes de la partie C du projet de résolution que la Deuxième Commission a adopté (A/C.2/L.235/Rev.1). De cette manière, la Commission serait saisie, à la dixième session, d'une documentation complète.

35. M. SAPRU (Inde) pense qu'il serait préférable d'ajourner le débat pour étudier à loisir les propositions dont la Commission se trouve saisie; au stade actuel, le représentant de l'Inde est assez disposé à se prononcer en faveur du projet de résolution du Royaume-Uni, compte tenu de l'amendement que le représentant de la France a présenté.

36. Au sujet de la proposition de l'Argentine, M. Sapru fait observer qu'étant donné la présence à New-York de représentants des institutions spécialisées il n'est peut-être pas nécessaire de demander au Comité consultatif de visiter les sièges de ces institutions, ce qui présenterait peut-être certains avantages, mais entraînerait certainement des dépenses importantes. En tout état de cause, il serait prématuré, semble-t-il, que l'Assemblée générale aboutisse à des conclusions qu'il lui faudrait modifier ultérieurement à la lumière des observations du CAC, du Conseil et du Comité consultatif.

37. Lord FAIRFAX (Royaume-Uni) consent, pour donner satisfaction au représentant de la France, à modifier le projet de résolution qu'il a présenté (A/C.5/L.302) de la manière suivante: il supprime le considérant (premier par.) et propose que le dispositif (deuxième par.) soit incorporé au projet de résolution adopté par la Deuxième Commission (A/C.2/L.235/Rev.1) sous forme d'une nouvelle partie D.

38. M. GORSE (France) est disposé à accepter cette solution, mais il demande si la Cinquième Commission a le pouvoir de compléter une résolution qu'une autre grande Commission a adoptée.

39. M. HALL (Etats-Unis d'Amérique) fait observer qu'il y a un précédent: à une session antérieure, la Cinquième Commission a proposé qu'un paragraphe fût ajouté à un projet de résolution émanant de la Commission politique spéciale.

40. M. LIVERAN (Israël) (Rapporteur) pense que la Cinquième Commission peut, sans difficulté, demander dans son rapport que l'Assemblée générale ajoute une partie D à la résolution dont la Deuxième Commission recommande l'adoption; en définitive, ce serait une résolution de la neuvième session adoptée sur des rapports de la Deuxième et de la Cinquième Commissions; on éviterait ainsi des chevauchements.

41. M. STRAUCH (Brésil) félicite le Comité consultatif de son rapport, notamment de la partie qui intéresse principalement la Cinquième Commission et qui contribuera à rendre à la fois plus efficace et plus économique l'administration du Programme élargi.

42. Lorsqu'elle étudie les aspects administratifs et budgétaires du Programme élargi, la délégation brésilienne se fonde sur les considérations suivantes: a) toute proposition tendant à réduire les dépenses

d'administration et à augmenter les sommes disponibles pour l'exécution des projets doit faire l'objet d'une étude approfondie; b) il n'y a pas lieu d'adopter de nouvelles dispositions administratives ou budgétaires pour la seule raison que, du point de vue théorique, elles sont plus logiques et plus rationnelles; ces dispositions ne sont que des moyens dont on se sert pour assurer l'exécution des projets aussi efficacement que possible; c'est là l'objectif à atteindre et les moyens employés ne doivent pas le faire perdre de vue; c) il ne faut pas modifier trop souvent le cadre administratif; il importe au contraire de chercher à lui donner une forme définitive.

43. Dans son étude, le Comité consultatif n'a pas été guidé par d'autres considérations que l'efficacité du programme, M. Strauch en est convaincu; aussi les observations du Comité seront-elles très utiles aux organes intéressés, qui en tiendront certainement compte. A ce sujet, la délégation brésilienne approuve la proposition de la Deuxième Commission tendant à ce que l'Assemblée générale renvoie au Conseil le rapport du Comité; elle approuve également le projet de résolution du Royaume-Uni, avec l'amendement de la France, à condition que la question de procédure puisse être réglée d'une manière satisfaisante.

44. En résumé, les observations du Comité consultatif concordent d'une manière générale avec les vues que la délégation brésilienne a déjà exprimées, mais, de l'avis de celle-ci, la Cinquième Commission ne doit pas chercher à régler la question unilatéralement une fois pour toutes. La délégation brésilienne se réserve de prendre une position définitive sur les recommandations du Comité après avoir pris connaissance du rapport du Conseil et des vues des institutions spécialisées. Enfin, elle s'associe aux vues que le représentant de la France a exprimées au sujet de la proposition de l'Argentine.

45. M. FRIIS (Danemark) est disposé à se prononcer en faveur de la proposition du Royaume-Uni modifiée par l'amendement de la France, mais il ne peut aller plus loin. En outre, il appuie les observations que le représentant du Brésil a présentées et, comme lui, réserve la position de sa délégation jusqu'à la dixième session.

46. M. VAN ASCH VAN WIJCK (Pays-Bas) constate que, du point de vue de la procédure, la question est assez compliquée du fait que certains aspects de la question sont de la compétence de la Deuxième Commission tandis que d'autres sont de la compétence de la Cinquième Commission; aussi l'Assemblée générale risque-t-elle de se trouver saisie de deux projets de résolution plus ou moins parallèles. Le représentant des Pays-Bas comprend les préoccupations du représentant du Royaume-Uni, mais il faudrait éviter d'empiéter sur la compétence de la Deuxième Commission dans le domaine de l'assistance technique; l'amendement de la France avait rassuré M. van Asch van Wijck sur ce point, mais il est encore plus satisfait de la deuxième proposition du Royaume-Uni, qu'il appuiera. Si la Deuxième Commission n'a pas encore adopté son rapport et si la Cinquième Commission se prononce en faveur de la deuxième proposition du Royaume-Uni, peut-être sera-t-il possible à la Deuxième Commission d'incorporer elle-même à son projet de résolution le texte que la Cinquième Commission aura adopté; l'Assemblée générale aurait alors à se prononcer sur un

seul texte qui marquerait bien la répartition de la compétence des deux commissions dans ce domaine.

47. M. BIHIN (Belgique) souligne que les mesures suggérées sont de nature à influencer sur l'exécution des programmes et la collaboration des pays intéressés. Il se peut donc que l'AAT et le BAT désirent les étudier plus attentivement. La question n'a pas une urgence extrême, et la Commission ferait peut-être mieux d'ajourner sa décision au lieu de prendre une décision hâtive. D'autre part, la proposition de l'Argentine modifie quelque peu le mandat du Comité consultatif, et le Président du Comité consultatif souhaitera peut-être avoir le temps de l'examiner.

48. C'est pourquoi les préférences de la délégation belge vont plutôt à la solution proposée par le Royaume-Uni ou à celle que suggère la France.

49. M. CUTTS (Australie) rappelle que son pays est un des auteurs du projet de résolution qui a été adopté par la Deuxième Commission et qui figure dans le document A/C.2/L.235/Rev.1. Le premier rapport du Comité consultatif (A/2661) contient des observations et des recommandations d'un grand intérêt, et les dispositions du projet de la Deuxième Commission qui renvoient le rapport au Conseil économique et social lui semblent des plus judicieuses. M. Cutts est tout à fait favorable à la proposition du Royaume-Uni qui tend à ajouter un nouveau paragraphe au projet de résolution adopté par la Deuxième Commission, et il a été heureux d'apprendre, de la bouche du représentant d'Israël, que cette procédure était parfaitement régulière.

50. M. MELO LECAROS (Chili) doute pour sa part que la Cinquième Commission puisse modifier le texte du projet de résolution qu'a adoptée la Deuxième Commission.

51. M. HASSAN (Pakistan) est d'avis, puisque cette procédure est régulière et a déjà été utilisée, que la Cinquième Commission doit poursuivre sa discussion et se prononcer sur l'additif proposé par le Royaume-Uni, afin que l'Assemblée générale puisse examiner cette question à sa séance du 26 novembre.

52. M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) estime que seule l'Assemblée générale, en séance plénière, a le pouvoir de modifier le projet de résolution adopté par la Deuxième Commission. Il serait donc préférable que la Cinquième Commission adopte un projet de résolution distinct, dans lequel elle pourrait du reste mentionner les dispositions du projet de résolution de la Deuxième Commission.

53. M. CAFIERO (Argentine) n'a pas d'objection à formuler à l'encontre de la proposition du Royaume-Uni, qui complète en fait celle que la délégation de l'Argentine a l'intention de présenter ultérieurement. Il désirerait toutefois savoir si le rapport que le Secrétaire général, dans le texte proposé par le Royaume-Uni, est invité à présenter à la dixième session de l'Assemblée générale sera soumis à la Deuxième ou à la Cinquième Commission.

54. Lord FAIRFAX (Royaume-Uni) pense que le rapport du Secrétaire général sera adressé à l'Assemblée générale.

55. M. RAO (Inde) ne croit pas qu'il y ait incompatibilité entre les dispositions du projet de résolution adopté par la Deuxième Commission et le texte que le Royaume-Uni propose d'y ajouter. Du reste, le Royaume-Uni figure, avec la France, parmi les auteurs du projet de résolution adopté par la Deuxième Commission. Il estime donc, comme le représentant du Pakistan, que rien ne s'oppose à ce que la Cinquième Commission prenne une décision dès maintenant.

56. M. CARRIZOSA (Colombie) estime, comme M. Aghnidès, que la Cinquième Commission ne peut pas modifier ou compléter un projet de résolution adopté par une autre commission.

57. M. DURON (Honduras) croit qu'il serait préférable, comme l'a suggéré le Président du Comité consultatif, que la Cinquième Commission adopte un projet de résolution distinct qui pourrait s'inspirer du texte proposé par le Royaume-Uni.

58. M. HALL (Etats-Unis d'Amérique) constate que certaines délégations préféreraient que la Commission adoptât un projet de résolution distinct, au lieu d'ajouter un nouveau paragraphe au projet de résolution de la Deuxième Commission. Il suggère, dans ces conditions, de revenir au projet de résolution présenté par la délégation du Royaume-Uni, au premier paragraphe duquel il propose d'ajouter les mots suivants: "et du fait que le Conseil économique et social a poursuivi l'étude de ces relations".

59. Lord FAIRFAX (Royaume-Uni) déclare que sa délégation est prête, pour faciliter la discussion, à accepter l'amendement proposé par le représentant des Etats-Unis.

60. M. CHAPMAN (Nouvelle-Zélande) fait remarquer que, puisque la Cinquième Commission a été officiellement saisie du projet de résolution adopté par la Deuxième Commission, rien ne devrait s'opposer à ce que la Cinquième Commission suggère d'ajouter au texte de ce projet de résolution le deuxième paragraphe du projet de résolution du Royaume-Uni.

61. M. DALPONTE (Salvador) estime que la proposition du Royaume-Uni est étroitement liée à celle qu'avait présentée la délégation de l'Argentine. Il y aurait intérêt, à son avis, à ce que ces deux propositions soient fondues en un seul texte. Il propose donc, conformément aux dispositions de l'article 117 du règlement intérieur, d'ajourner également l'examen du projet de résolution déposé par la délégation du Royaume-Uni.

62. En réponse à une question de M. HALL (Etats-Unis d'Amérique), M. OWEN (Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique) indique qu'il y aurait intérêt à ce que la Commission n'ajourne pas sa décision, car la Conférence de l'assistance technique doit se tenir le vendredi 26 novembre à 11 heures, immédiatement après la séance plénière de l'Assemblée générale.

63. M. CARRIZOSA (Colombie) appuie la proposition d'ajournement du Salvador. D'une part, il ne peut se prononcer sur le projet du Royaume-Uni sans instructions de sa délégation, et, d'autre part, il ne croit pas qu'il y ait urgence en la matière. Il trouve regrettable que la Commission ait été saisie d'un document aussi complexe que le premier rapport du Comité

consultatif deux jours seulement avant la réunion de la cinquième Conférence de l'assistance technique.

64. M. CUTTS (Australie) déclare que sa délégation est hostile à l'ajournement. Il est indispensable que l'Assemblée puisse se prononcer sur cette question avant la réunion de la cinquième Conférence de l'assistance technique. Il n'a pas l'impression que le problème dont est saisie la Commission soit très compliqué. L'additif proposé par la délégation du Royaume-Uni est en fait très simple. D'autre part, il ne croit pas que cette question soit liée à la proposition présentée précédemment par le représentant de l'Argentine. Il demande donc instamment à la Commission de se prononcer sans attendre sur la proposition du Royaume-Uni.

65. M. HALL (Etats-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation est également opposée à la demande d'ajournement présentée par la délégation du Salvador.

66. Le PRESIDENT met aux voix la proposition d'ajournement présentée par le représentant du Salvador.

Par 30 voix contre 2, avec 12 abstentions, cette proposition est rejetée.

67. M. TCHETCHYOTKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) indique qu'il s'est abstenu dans le vote précédent parce que la réunion de la Conférence de l'assistance technique qui est fixée au surlendemain oblige la Commission à se prononcer dès maintenant. Il regrette toutefois que la Commission doive travailler dans de telles conditions.

68. M. GORSE (France) déclare que la délégation française attache une très grande importance à la proposition du Royaume-Uni. Il suggère, pour sa part, que la Commission recommande à l'Assemblée générale un texte de résolution aux termes duquel l'Assemblée déciderait d'ajouter au projet de résolution contenu dans le document A/C.2/L.235/Rev.1 une partie D qui reprendrait le texte du deuxième paragraphe du projet de résolution du Royaume-Uni (A/C.5/L.302). Ainsi, la Cinquième Commission saisirait l'Assemblée d'un projet de résolution distinct, et, si l'Assemblée adoptait cette résolution, le texte proposé par le Royaume-Uni serait incorporé à la résolution recommandée par la Deuxième Commission.

69. M. EL-TANAMLI (Egypte) fait remarquer qu'il serait surprenant que la formule adoptée par la Cinquième Commission, où les soixante Etats Membres sont représentés, ne soit pas retenue par l'Assemblée générale. Il s'étonne, d'autre part, que le Royaume-Uni, qui figure parmi les auteurs du projet de résolution adopté par la Deuxième Commission, soumette à la Cinquième Commission une proposition qui, à son avis, est incompatible avec le projet de résolution précité. Il lui paraît dangereux de saisir l'Assemblée générale de deux textes divergents.

70. Il souligne que le premier paragraphe du projet de résolution du Royaume-Uni est en fait analogue au dernier paragraphe du préambule du projet de résolution adopté par la Deuxième Commission. En ce qui concerne le deuxième paragraphe, ce texte aurait pour conséquence de faire soumettre à l'Assemblée générale, à propos de la même question, outre le rapport du Conseil économique et social, un rapport du Secrétaire général. Le Secrétaire général se trouverait ainsi placé dans une situation fort embarrassante, puisqu'il serait

amené à porter un jugement sur le travail du Conseil économique et social.

71. Le représentant de l'Egypte rappelle d'autre part que la résolution 722 (VIII) de l'Assemblée générale invitant le Comité consultatif à présenter un rapport sur cette question repose sur la résolution 492 C (XVI) du Conseil économique et social. Par cette résolution, le Conseil chargeait un groupe de travail d'étudier les différents aspects administratifs et financiers du Programme élargi d'assistance technique, afin d'être à même de comparer les vues du groupe de travail et celles du Comité consultatif, et de déterminer ainsi les meilleures méthodes de gestion pour le Programme élargi d'assistance technique. M. El-Tanamli tient à souligner que c'est là une question qui relève uniquement de la compétence du Conseil économique et social, compétence que le Conseil exerce sous le contrôle direct de l'Assemblée générale. Or, le Bureau de l'Assemblée, lorsqu'il a réparti les tâches entre les diverses commissions, a expressément renvoyé cette question à la Deuxième Commission. En adoptant le projet de résolution présenté par la délégation du Royaume-Uni, la Cinquième Commission empiéterait donc sur la compétence de la Deuxième Commission et contreviendrait aux dispositions du règlement intérieur de l'Assemblée générale.

72. Lord FAIRFAX (Royaume-Uni) constate que, de l'avis de certaines délégations, le premier paragraphe du projet de résolution de sa délégation serait incompatible avec le projet de résolution adopté par la Deuxième Commission. Dans ces conditions, il préfère y renoncer, et la Commission reste uniquement saisie du second paragraphe, qui pourra devenir la partie D du projet de résolution adopté par la Deuxième Commission.

73. M. FORYS (Pologne) partage le sentiment du représentant de l'Egypte. A son avis, la Cinquième Commission ne peut pas modifier un projet de résolution adopté par une autre commission. La meilleure méthode serait, lui semble-t-il, que, lorsque l'Assemblée générale étudiera en séance plénière le projet de résolution adopté par la Deuxième Commission, la délégation du Royaume-Uni soumette, si elle l'estime utile, sa proposition d'amendement.

74. M. HALL (Etats-Unis d'Amérique) ne voit pas de contradiction entre le deuxième paragraphe du projet de résolution du Royaume-Uni et le projet de résolution adopté par la Deuxième Commission. Il suggère à la Commission d'autoriser le Rapporteur à déclarer à l'Assemblée générale que, le projet de résolution de la Deuxième Commission ne contenant aucune disposition touchant les aspects financiers du problème, la Cinquième Commission, après avoir étudié le rapport du Comité consultatif et pris note des mesures proposées au sujet de ce rapport dans le projet de résolution de

la Deuxième Commission, recommande à l'Assemblée générale d'adopter une résolution reprenant les termes du deuxième paragraphe du texte du Royaume-Uni. Ainsi, l'Assemblée générale pourra, si elle le juge nécessaire, réunir ces deux résolutions en une seule.

75. Le représentant des Etats-Unis ne partage pas les inquiétudes de M. El-Tanamli sur les divergences de vues qui pourraient se manifester entre le Conseil économique et social et le Secrétaire général. Il y a du reste très peu de chances pour qu'il en soit ainsi. Il serait utile, à son avis, que l'Assemblée soit saisie d'un rapport complémentaire émanant du Secrétaire général. Loin de contredire le projet de résolution de la Deuxième Commission, le projet du Royaume-Uni le complète.

76. Le PRESIDENT met aux voix la proposition de la délégation du Royaume-Uni.

Par 37 voix contre 2, avec 3 abstentions, cette proposition est adoptée.

77. M. KOSTIC (Yougoslavie) indique que sa délégation s'est abstenue, car elle partage les appréhensions du représentant de l'Egypte.

78. M. DURON (Honduras) déclare qu'il a voté pour la proposition de la délégation du Royaume-Uni afin de ne pas gêner les travaux de l'Assemblée générale, qui doit se réunir en séance plénière le vendredi 26 novembre.

79. M. GORSE (France) déclare qu'il a voté pour la proposition du Royaume-Uni, car il estime qu'elle complète le projet de résolution adopté par la Deuxième Commission. Il suggère que le Rapporteur fasse savoir à l'Assemblée générale que la Cinquième Commission souhaiterait que le texte qu'elle a adopté devienne la partie D du projet de résolution de la Deuxième Commission.

80. M. LIVERAN (Israël) (Rapporteur) demande à la Commission de l'autoriser à indiquer oralement à l'Assemblée générale que le projet de résolution de la Deuxième Commission n'avait pas d'incidences financières et que la Cinquième Commission n'a donc pas eu à prendre de décision sur ce point; que la Cinquième Commission a adopté un projet de résolution invitant le Secrétaire général à présenter, à la dixième session de l'Assemblée générale, un rapport sur les progrès accomplis dans l'examen des questions soulevées dans le rapport du Comité consultatif en y joignant les observations du Comité consultatif à leur sujet; et que la Cinquième Commission souhaite que le texte de son projet de résolution devienne la partie D du projet de résolution adopté par la Deuxième Commission.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 18 h. 50.